Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 11/09/2023 à 19h@OMMUNE DE SAINT JUST-SAUVAGE
Réference de l'AR : 051-215104563-20230907-6040-DE
Affiché le 12/09/2023 ; Certifié exécutoire le 12/09/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 7 Septembre 2023

Date de convocation :

30 Août 2023

Nombre de membres :

En exercice : 15 Présents : 8 Votants : 11

POUR: 11 CONTRE: 0 ABSTENTION: 0

N° 6040

**OBJET:** 

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LE NETTOYAGE ET LE DEPIGEONNAGE DE L'USINE L'an deux mil vingt-trois, 7 Septembre à 20h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la mairie de Saint Just-Sauvage, sous la Présidence de Monsieur Bruno MARTIN, Maire.

<u>Étaient présents</u>: M.MARTIN, Mme BRUN, M. PERRIER, Mme CHARLOIS, M. BERTIN, Mme FRENOY, Mme DHOTEL, M. BRISSY, formant la majorité des membres en exercice pouvant valablement délibérer.

<u>Excusés</u>: Mmes LOPEZ, MICHEL, PASQUIER, PROTAT DEFRANCE - MM. GRUAT-CHERRIOT, GAVROY, FEVRE,

<u>Pouvoirs</u>: Mme LOPEZ à Mme DHOTEL, Mme MICHEL à M. PERRIER, M.GAVROY à M.MARTIN

Secrétaire de séance : Mme FRENOY Laëtitia

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2121-22,
- Vu la délibération 5988 du 14 Avril 2023, relative au vote du budget primitif 2023 de la commune,
- Considérant la nécessité de nettoyer et de dépigeonner l'usine dont la mairie est propriétaire depuis mai 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- ACCEPTE le nettoyage et le dépigeonnage de l'usine
- **DESIGNE** la société ASTURAT comme prestataire,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents y afférents.

NT. Extrait certifié conforme aux registres des délibérations

Fait à Saint Just-Sauvage, le 7 Septembre 2023 Le Maire,

**Bruno MARTIN** 

La présente délibération peut, si elle est contestée <u>dans un délai de deux mois</u> à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne.